



ARRÊTÉ MUNICIPAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE

N° : PA 2024- 347
Date : 13 MAI 2024
Mis en ligne le :

Objet : Retrait de l'arrêté municipal n° PA 2024-246
Lieu : Abords de la MAQ Ferme de Croze
Dates : Les 20 et 21 avril 2024
N° Acte : 3.5

13 MAI 2024

Le Maire de Vitrolles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et suivants ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 et suivants ;
Vu l'arrêté municipal n° PA 2024-246 du 11 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public à Mme BRANCATO Audrey, pour l'installation d'un food-truck « Le cornet givré », à l'occasion du « 10ème anniversaire d'Appaloosa Rider's », les 20 et 21 avril 2024 sur le lieu indiqué en objet ;
Vu l'arrêté municipal n° 24-08 du 11 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Claude Mathon dans le cadre des activités d'occupation du domaine public ;
Considérant les conditions météorologiques défavorables "grand vent" des 20 et 21 avril 2024 ;
Considérant la demande de Mme Audrey BRANCATO, en date du 25 avril 2024, sollicitant l'exonération de sa redevance d'occupation du domaine public, en raison de l'impossibilité d'exercer son activité commerciale au vu des conditions météorologiques précitées ;
Considérant le courriel du 24 avril 2024, de l'association "Appaloosa Rider's ", attestant que Madame Audrey BRANCATO n'a pas pu installer son food-truck ;

A R R Ê T É

Article 1

L'arrêté municipal n° PA 2024-246 du 11 avril 2024 est retiré.

Article 2

La redevance, mentionnée à l'article 6 de l'arrêté municipal n° PA 2024-246 du 11 avril 2024, est de ce fait non exigible.

Article 3

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à partir de sa publication ou de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L 2131-1 du CGCT accomplies.

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Sous-préfecture d'Istres,
- Monsieur le Directeur de Cabinet,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur de la Vie Associative et Participation Citoyenne,

Jean-Claude MATHON
Conseiller Municipal délégué à
l'Occupation du Domaine Public

